

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. FOURNIER DE FLAIX

Le problème monétaire (suite)

Journal de la société statistique de Paris, tome 29 (1888), p. 18-39

[<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1888__29__18_0>](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1888__29__18_0)

© Société de statistique de Paris, 1888, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III.

LE PROBLÈME MONÉTAIRE. [*Suite* (1).]

TROISIÈME PARTIE.

La révolution monétaire.

I.

De l'influence de la révolution monétaire sur le groupe occidental.

Nous assistons à une révolution monétaire, à une évolution dans la fonction et l'importance réciproque des éléments monétaires. Les métaux précieux sont utilisés dans des conditions différentes ; leur emploi est moins fréquent, leur transport plus facile, la sécurité dont ils jouissent plus grande, leur action plus concentrée, plus immédiate, en même temps qu'ils sont ou suppléés, ou secondés, ou remplacés par des instruments monétaires plus nombreux et plus efficaces.

Toutes les révolutions rencontrent des obstacles, blessent des intérêts, soulèvent des luttes : c'est le cas de la révolution monétaire. Elle est combattue ; elle suscite des polémiques, des plaintes ; elle atteint sérieusement des intérêts considérables ; elle ne s'opère pas sans avoir à vaincre de nombreuses difficultés ; mais elle est inévitable.

Tous les esprits ne se rendent pas un compte exact de cette révolution. Les uns n'y voient qu'un fait accidentel, résultat de fausses mesures de la part des gouvernements, d'erreurs de la part des particuliers, notamment sur ce point décisif que l'or serait supérieur à l'argent ; ils s'inscrivent en faux contre cette prétendue supériorité, bien qu'acceptée dans tous les siècles. Les autres pensent qu'on peut y remédier par des expédients, par des décrets, par des lois, par des proclamations ; ils invoquent les textes du *Digeste* (2) ; ils posent comme un axiome la toute-puissance monétaire des législateurs, Rois ou Parlements, pour élever ou abaisser, à leur gré, la valeur des monnaies ou leur condition réciproque d'échange ; ils se refusent à prendre en considération les faits qui constituent l'histoire même de la monnaie. Ils ne voient aucun lien solidaire entre le cours des monnaies et le prix des métaux précieux, malgré les innombrables transactions des hôtels de monnaie et des banquiers qui n'acceptent jamais les monnaies qu'à raison de leur titre et de

(1) Voir les numéros de septembre et d'octobre 1886 et de février et de mars 1887 du Journal.

(2) Au mois de février 1886, M. Cernuschi a fait devant un public nombreux, dans l'amphithéâtre de l'École des *Hautes Études commerciales*, une conférence sur la question monétaire. Le conférencier a traité le sujet à son point de vue particulier et avec beaucoup d'humour. Il avait donné pour épigraphe à son discours un texte du jurisconsulte Paul, duquel il paraissait résulter que la monnaie n'avait pas besoin d'avoir pour fondement la valeur des métaux précieux. Ce texte avait été retracé en grands caractères sur un immense tableau qui occupait tout le mur de la salle, devant lequel se tenait l'orateur. Ce texte a été reproduit dans la dernière brochure de M. Cernuschi, 1886, *Anatomie de la monnaie*. Paul, tout en se trompant sur le fondement de la monnaie, ne dit point que sa valeur proviendrait de la marque de l'État, mais de la quantité. Or, la valeur de la monnaie ne provient ni de la frappe, ni de la quantité, mais de la substance.

leur poids. L'illusion est telle que les banquiers eux-mêmes, qui font ce trafic, s'imaginent que la loi peut, d'un côté, revêtir la monnaie d'une valeur idéale, tandis qu'ils continueront, d'un autre côté, à l'essayer et à la peser. Tous les gouvernements ont manipulé la monnaie, tous ont pratiqué la hausse et la baisse, tous ont été conduits à reconnaître leur impuissance à en régler le cours selon leur fantaisie. Le plus ancien des gouvernements, le gouvernement chinois, se borne, depuis des siècles, à garantir le titre des lingots d'argent qui, avec les chapelets de Sapèques et la liberté illimitée de la circulation fiduciaire, servent aux transactions innombrables du plus vaste empire du globe. A-t-il été moins sage et moins avisé que les autres gouvernements ? C'est ce que nous aurons à examiner.

A côté de ceux qui nient la supériorité de l'or et de ceux qui enseignent que les États, ensemble ou séparément, possèdent le pouvoir d'attribuer ou de restituer aux monnaies une valeur différente de celle des métaux précieux, se placent les personnes qui, l'histoire en mains, établissent la fatalité de la nouvelle évolution monétaire, l'inutilité des efforts pour la prévenir et concluent qu'il n'y a rien à faire. Sous ce dernier rapport, l'histoire dément leur assertion ; elle atteste, en effet, que des refontes de monnaie importantes, dont trois en France de 1726 à 1803, ont adapté les monnaies aux changements monétaires. Il est vrai qu'à cet égard plusieurs polémistes, parmi lesquels M. Cernuschi s'est placé au premier rang, affirment qu'aucune refonte n'est nécessaire et qu'une simple loi, ou plutôt une convention internationale universelle suffit.

Jusqu'à présent il n'est intervenu aucune convention monétaire universelle, parce que la diversité des intérêts particuliers des États, les progrès de la civilisation générale ne l'ont pas permis.

Lorsque des évolutions monétaires se sont nettement accusées, les États y ont adapté leur système monétaire. Pendant le XVIII^e siècle la France a fait deux de ces adaptations ; elle s'en est bien trouvée. Elle en a pratiqué une autre au commencement du XIX^e ; elle s'en est encore bien trouvée, tout en rendant un service signalé aux autres États. Mais, dans aucune de ces adaptations, l'idée n'est venue à ceux qui les opéraient, de les faire contrairement aux évolutions monétaires, aux changements dans la valeur des métaux précieux. Le rapport de l'argent à l'égard de l'or a été ramené de 14 $\frac{1}{2}$ à 15 $\frac{1}{2}$, puisque la valeur de l'argent avait baissé dans cette proportion.

L'importance toute nouvelle des stocks monétaires n'est pas favorable à la refonte des monnaies. Refondre 3 milliards d'argent ou 6 milliards d'or est une grosse affaire, une lourde dépense. Les conditions, à cet égard, de la plupart des États ne sont plus les mêmes qu'au siècle dernier.

Puis une adaptation d'une autre nature a eu lieu. L'Angleterre a choisi l'or pour seul instrument monétaire métallique, seul étalon, comme mieux en rapport avec sa richesse et sa prépondérance économique.

Son exemple a été suivi. La Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande, le Portugal, la Grèce, l'Égypte ont adopté l'étalon d'or. Enfin, à la suite de ses succès diplomatiques et militaires, l'Allemagne est entrée dans les mêmes voies. Elle y aurait complètement réussi sans deux circonstances, la recrudescence de la production de l'argent au moment où la consommation monétaire ou autre de l'argent diminuait, et la tentative de faire son adaptation personnelle en repassant son stock d'argent aux autres peuples et à leurs dépens.

Ces deux circonstances ont provoqué la coalition monétaire de l'Union latine qui a montré combien les intérêts économiques offraient de diversité et avaient pris d'importance.

Ainsi, l'Allemagne n'a pas voulu faire son adaptation monétaire dans les mêmes conditions que la France avait opéré la sienne pendant le XVIII^e siècle, c'est-à-dire à ses frais, en fondant sa monnaie d'argent. Peut-être a-t-elle hésité à aventurer les frais de cette refonte, en prévision de la baisse de l'argent.

Un fait monétaire plus grave devait se produire ; ce fait est en cours, il exerce une grande influence sur la situation monétaire, chacun peut s'en rendre compte. C'est la prétention des États-Unis d'exploiter les mines d'argent les plus riches qu'on connaisse à leur profit et aux risques de tous les autres peuples.

Jusqu'à présent les peuples, possesseurs de mines de métaux précieux, avaient produit l'or et l'argent à leurs risques, subissant les aléas des marchés. La prétention des mineurs américains, identique à celle des publicistes auxquels j'ai fait allusion, est de le produire à prix fixe. Et comme les autres États ne se sont pas montrés empressés de subir une pareille servitude, ils l'ont imposée à leur propre gouvernement qui est tenu de leur acheter leur argent à prix fixe. Fin mai 1887, le gouvernement fédéral possédait 1,200 millions d'argent, encavé sous des voûtes *ad hoc* ; comme des silos arabes, et creusées dans les diverses parties du territoire, depuis Washington jusqu'à San-Francisco. Il a payé ces 1,200 millions, 20 p. 100 au moins au-dessus du cours actuel de l'argent. Si le mécanisme actuel continue de fonctionner, on verra, d'un côté, l'argent sortir des puits américains et le gouvernement fédéral creuser d'autres puits pour l'y enfouir (1).

En réalité, ni l'Allemagne, ni les États-Unis n'ont voulu adapter leur système monétaire à la révolution monétaire, dans laquelle ils étaient eux-mêmes de si puissants facteurs.

L'opinion publique, surtout dans le milieu commercial, ne paraît pas être au courant des causes et de tous les éléments de cette situation. Elle n'en a pas saisi l'étendue ; elle n'a pas compris que l'Europe, tous les États du globe se trouvaient en présence d'une révolution monétaire. L'idée s'est accréditée que la baisse de l'argent était due plutôt à la diminution de la frappe qu'à l'accroissement de la production. On a perdu de vue que l'arrêt de la frappe par les États de l'Union latine avait été la réponse à la prétention de l'Allemagne et des États-Unis de se défaire de leur argent, sous la garantie de la France, au compte des autres peuples.

La France avait, depuis longtemps, rempli un rôle monétaire prépondérant dans le monde. Elle est encore en mesure de le conserver, car elle est toujours la première puissance monétaire. De 1803 à 1872, la France a été le pivot de la circulation monétaire du groupe occidental.

A partir du moment où l'Angleterre a exclu l'argent de la circulation monétaire, l'argent a afflué en France. La France se relevait, avec une rapidité extraordinaire, de la crise de la Révolution ; elle s'enrichissait, elle avait besoin de métaux précieux ; elle devint le réservoir de l'argent qu'elle frappa en quantité prodigieuse.

(1) Les réservoirs à argent (*vaults*) construits par le Trésor de Washington sont situés à Philadelphie, San-Francisco, Carson, New-Orléans et New-York. Dans son dernier rapport, M. Kimball signale leur insuffisance et la nécessité de les agrandir et d'augmenter les moyens de surveillance. *Report*, 1885, 32-34. Dans le rapport de 1886, M. Kimball donne les plus curieux détails sur l'encombrement des voûtes de Philadelphie.

Tous les porteurs de lingots accouraient pour les livrer aux hôtels de monnaie de la France. La France les acceptait à un taux invariable. En 1848, la France se trouvait le principal détenteur de l'argent.

A cette époque, sous l'influence des découvertes d'or de Californie et d'Australie, un double courant s'établit, courant très curieux à connaître. Tous les lingots d'or affluèrent dans les hôtels de monnaie de la France comme ceux d'argent avaient afflué. La France les payait, comme l'argent, un prix invariable. Producteurs d'or, producteurs d'argent savaient que la France achetait toujours, c'est le courant d'or. L'immense stock actuel d'or de la France est l'œuvre de ce courant.

Le second courant est venu des besoins de l'Inde et de la Chine. L'argent de France lui a été acheté à un bon prix pour l'Inde et la Chine. La France a substitué l'or à l'argent, sans qu'il lui en ait rien coûté. Ainsi l'or de Californie et d'Australie est venu en France, l'argent de France est passé dans l'Inde et en Chine. La France a opéré de 1850 à 1873 la même substitution que celle faite par l'Angleterre de 1774 à 1816. On a vu plus haut que, de 1850 à 1870, il était entré en France 10,189 millions d'or et qu'il en était sorti 3,170 millions d'argent.

Seulement cette substitution a eu lieu en fait et non en droit. En fait, la France possède beaucoup d'or et peu d'argent; en droit, son étalon principal est l'argent, son étalon secondaire, l'or. Par suite, la France n'a pas encore restreint la valeur libératoire de l'argent. Aussi a-t-elle continué à frapper de l'argent jusqu'au moment où a commencé la troisième substitution de l'or à l'argent, celle de l'Allemagne. Il est incontestable que la France a soutenu le cours de l'argent, soit en maintenant la valeur libératoire de l'argent, soit en continuant la frappe. Les événements de 1870 l'y ont obligée.

La démonétisation de l'argent par l'Allemagne changeait la situation, qui a pris un caractère plus grave encore quand la production des mines d'argent a augmenté. Les deux faits se sont suivis de près. Ils devaient avoir l'un et l'autre pour résultat, la baisse de la valeur de l'argent, car l'emploi diminuait en même temps que la production se développait.

La fonction d'acheter et de frapper l'or et l'argent à prix fixe ne pouvait plus être remplie par la France, parce que le rapport de $15\frac{1}{2}$, base de la législation monétaire française, n'existait plus. Il fallait démonétiser l'argent ou fermer les hôtels de monnaie.

En 1865, la France avait formé l'Union latine pour préparer l'adoption de l'étalon d'or. Les circonstances ayant retardé cette adoption, l'Union latine a été utilisée d'une autre façon. La frappe et la circulation de l'argent ont été restreintes avec les plus justes ménagements.

Quelques publicistes, quelques chambres de commerce, en Angleterre notamment, ont fait à la France un reproche de cette politique. M. Barclay et M. Barbour ont été plus équitables. Ils ont reconnu que la France ne pouvait, à aucun titre, continuer à acheter et à frapper les lingots d'argent des États-Unis ou du Mexique sans les échanger contre son or et sans prendre à sa charge tous les risques d'un pareil échange (1). La France a soutenu, par sa législation et ses hésitations, le cours de l'argent au delà de ce que la prudence comportait. Elle n'a même pas su profiter

(1) Barclay, *Silver question*, p. 14. — Barbour, *the Theory of Bimetallism*, chap. x à xiv.

des événements. Sa suprématie monétaire actuelle provient moins de sa prévoyance que de la nature de son commerce et des faits mêmes.

II.

Du commerce d'exportation et de banque.

A partir de la fermeture des hôtels de monnaie de la France et de ses alliés monétaires, des intérêts divers et considérables se trouvèrent menacés : 1° les producteurs d'argent ; 2° les exportateurs ; 3° les banquiers : c'est-à-dire trois catégories de premier ordre dans le monde des affaires.

Ce sont les producteurs de mines qui ont provoqué les congrès monétaires où s'est manifestée l'opposition accentuée des intérêts comme des théories. J'ai montré plus haut combien était réduite la frappe de l'argent, et encore n'est-elle soutenue que par les États producteurs. Si les hôtels de monnaie étaient fermés dans l'Inde comme aux États-Unis, les mines devraient cesser l'extraction. Les frais de production ne seraient plus couverts.

Les banquiers perdent l'une des branches, la plus ancienne de leur profession, les opérations sur les métaux précieux (1). Ils perdent aussi sur les négociations du papier des exportateurs, remises directes et retours.

Mais les exportateurs dans les États où l'argent est le seul ou le principal instrument métallique monétaire souffrent davantage. En effet, payés en argent, ils ont à revendre cet argent non seulement à un cours déprécié, mais à un cours toujours incertain. Le cours est déprécié, parce qu'ils sont payés au cours des pays débiteurs (Inde, Indo-Chine, Mexique, Pérou, La Plata) et qu'ils ont à revendre en Europe ; le cours est incertain, parce qu'il n'y a aucune proportion connue entre l'offre et la demande de l'argent.

On se rend facilement compte du danger d'être intermédiaires pour le règlement d'un moyen d'échange qui, monnaie, quand on l'accepte, n'est plus que marchandise quand on le cède.

Les chambres de commerce où les exportateurs et les banquiers exercent une grande influence, celles de Manchester, de Liverpool, de Glasgow, Paris, Bordeaux, se sont fait l'organe de leurs réclamations. Elles ont publié des travaux, parmi lesquels les livres de M. Barbour, secrétaire du conseil de l'Inde, de M. Barclay, président de la chambre de commerce de Manchester, les mémoires des chambres de commerce de Bordeaux et de Paris ont une importance particulière (2).

L'association des banquiers de Paris et des départements a, de son côté, fait paraître un travail intéressant sur ce sujet (3) qui a été également traité dans plusieurs réunions de l'association des banquiers de Londres. Il s'est même formé en Angleterre une ligue (*Bimetallic League*) pour l'étude des questions monétaires.

(1) Sur les bénéfices des changeurs, des banquiers, sur la nature de leurs fonctions, M. Bonnet a publié quelques pages d'un haut intérêt (*Études monétaires*, p. 130 à 135). Il rapporte que M. Ruggles estimait en 1867 à 10 millions les profits du maniement des métaux précieux entre l'Europe et l'Amérique. Quant à l'influence des banquiers sur le change, M. Luzzatti a donné à cet égard les plus curieux détails à la Société de statistique de Paris. (*Bulletin* de septembre 1883.)

(2) Bordeaux, 1874 et 1881. Le second mémoire a été rédigé par Marc Maurel dont la compétence est bien connue.

(3) Paris, 1885.

Ce sont néanmoins les discours de M. Goschen, chancelier de l'Échiquier, les études de M. Giffen, les nombreuses publications de M. E. de Laveleye et de M. Cernuschi qui ont le plus sérieusement appelé l'attention de l'opinion sur ces questions. M. E. de Laveleye a toujours partagé et défendu, avec son brillant talent de polémiste, les théories et les prévisions monétaires de Michel Chevalier, de Wolowski et de Stanley Jevons, tout en modifiant leurs conclusions. Dès 1879, dans un mémoire lu à la Société de statistique de Londres, M. Giffen signalait, avec l'autorité qui lui appartient, la baisse des prix et en trouvait la cause dans la plus-value de l'or. En 1883, dans une lecture à l'Institut des banquiers de Londres qui fit une grande impression, M. Goschen reprenait et développait, avec une remarquable précision les divers arguments en faveur d'une crise monétaire générale. En 1885, MM. Goschen et Giffen ont renouvelé leurs avertissements (1). Ils affirment que le stock d'or actuel et la production ne répondent pas aux besoins et que quelque important que soit le concours des instruments monétaires supplémentaires, il y a insuffisance de monnaie métallique. M. E. de Laveleye est plus formel encore ; pour lui la crise économique actuelle est une crise monétaire. Cette opinion est partagée par plusieurs publicistes (2). Elle a été soutenue avec éclat dans le *Nineteenth Century* par M. Frewen, et dans la *Revue d'Edimbourg* (3). Elle a fait des progrès assez sensibles en Angleterre et même en Allemagne. Elle a été moins favorisée en France, où l'extrême abondance de l'or ne permet guère aux esprits d'attribuer à sa rareté la cause de la baisse des prix. Quoique la baisse des prix n'ait pas un caractère général, elle est un fait tangible, elle existe pour un grand nombre de marchandises. C'est l'argument qu'invoquent les chambres de commerce, les banquiers, les exportateurs. Ils l'appuient sur l'axiome que les prix varient en raison directe de l'abondance ou de la rareté des métaux précieux et sur l'histoire monétaire du xvi^e et du xvii^e siècle, sauf à en faire une fausse application. L'axiome de la hausse ou de la baisse des prix, d'après les mouvements des métaux précieux, ne se vérifie que pour des périodes très étendues où la durée du temps permet d'éliminer les autres influences qui modifient les prix. Il a fallu un siècle d'afflux d'or et d'argent pour produire la hausse du xvii^e siècle, et cette hausse a disparu au xviii^e siècle, malgré un énorme accroissement des métaux précieux (4).

Les faits contemporains ne présentent pas assez de durée, assez d'amplitude pour permettre d'utiles comparaisons au point de vue monétaire. La question de la baisse des prix reste entière. Je ne reviendrai pas sur l'argument de l'insuffisance de l'or. Je crois y avoir répondu. C'est celui auquel MM. Giffen, Goschen et E. de Laveleye ont attaché le plus d'importance. Le retour actuel de l'or, l'abolition du cours forcé en Italie, la fixité du cours de l'or n'ont pas confirmé leurs prévisions, calculées d'après un laps de temps trop court. Ainsi, le premier volume des *Essais* de M. Giffen sur les finances débute par une étude sur la dépression de l'or et la

(1) Giffen, *Essays in finances*, 2^e série, 1886. — Le dernier discours de M. Goschen a paru dans le *Times*, 24 juin 1885. Devenu chancelier de l'Échiquier, M. Goschen n'a encore pris l'initiative d'aucun changement monétaire.

(2) *Contemporary*, mai 1886. C'est le travail le plus récent de M. E. de Laveleye sur la question monétaire, en dehors de ses communications au *Moniteur des intérêts matériels*.

(3) *Nineteenth Century*, octobre 1885 ; *Edinburgh Review*, janvier 1886.

(4) Selon M. Newmarck, l'afflux de l'or et de l'argent n'a eu d'influence en Europe sur les prix que de 1570 à 1640. *History of prices*, VI^e vol., 7^e partie.

hausse des prix en 1872, et se clôt par une étude sur l'appréciation de l'or et la baisse des prix en 1879. Dans l'histoire des faits monétaires une période de sept ans est sans importance. C'est l'observation fondamentale du livre de Tooke et du complément de Newmarck. Les faits monétaires proprement dits ne peuvent être distingués des autres, quant à leur influence sur l'état économique des peuples, qu'à de très longues distances. M. Newmarck a soutenu qu'en 1857, dix ans après la découverte des placers de Californie, cinq après les prédictions de Michel Chevalier, on ne rencontrait aucune trace réelle de l'influence économique de l'afflux de l'or.

En ce qui est de l'argument de la baisse des prix, il est nécessaire de l'aborder de plus près. C'est, en effet, celui qui exerce le plus d'influence. Il est difficile de faire accepter le fait de la rareté de l'or et de l'insuffisance des instruments monétaires. En France, il n'est pas possible de s'en servir.

Trois ans après le paiement du solde de l'indemnité de guerre, en 1877, la Banque de France s'est trouvée en possession d'un stock d'or supérieur à 1,500 millions, stock plus élevé que son encaisse totale en 1870 (1). Puis le mouvement financier des années 1878 à 1881, la crise de 1882, les achats de blé aux États-Unis, ont réduit ce stock d'or au-dessous de 500 millions. L'or était donc rare et les théoriciens semblaient autorisés à développer des thèses sur la rareté de l'or. Mais ce stock d'or de la Banque de France s'est reconstitué. Dans le premier semestre de 1886, il a atteint à près de 1,400 millions (2); il dépassait encore 1,200 millions au 30 juin 1887, malgré tous les tirages entrepris, de tous les points du globe sur un pareil stock. Au 1^{er} mai de 1887, l'encaisse-or du Trésor américain, des Banques de France, d'Angleterre et d'Allemagne s'élevait à 3,956 millions. Qui parlerait maintenant de la rareté de l'or ?

III.

De la baisse des prix.

Les révolutions monétaires sont longues à s'accomplir. Elles n'ont rien de brusque. Il est peu probable que les générations actuelles assistent au terme de celle qui a commencé en 1850. Leur lent développement les rend, par suite, contemporaines de changements nombreux dans les conditions économiques des peuples. A bien compter, de 1850 à 1886, il y a lieu d'enregistrer cinq de ces changements ou crises : 1857, 1864, 1873, 1878 et 1881. Pour chacune de ces crises, l'influence monétaire a été invoquée. Elle n'a dû y jouer qu'un rôle très secondaire, car les crises ont passé et la situation monétaire a persisté. Il y a vingt ans, il se produisit sur les prix un mouvement en sens opposé : c'était un mouvement de hausse. Il souleva autant de plaintes que le mouvement de baisse actuel. Étudié de près par M. Victor Bonnet, dans plusieurs travaux qui, par la méthode qui y a présidé, peuvent s'appliquer aux circonstances présentes, ce mouvement fut également porté au compte des influences monétaires. En réalité, elles n'y eurent qu'une très modeste part.

(1) Mouvements de l'encaisse de la Banque :

4 mars 1870	1,302 millions,
2 février 1877	2,220 dito,
10 février 1881, or. . .	542 dito.

(2) 1,392 millions. Fin mai 1886.

L'Europe traverse, depuis 1884, une nouvelle crise (1). L'activité même de la production, la diminution notable des frais dans un grand nombre de ses branches, une extrême compétition entre les peuples sur les marchés internationaux, des dépenses militaires et des charges fiscales excessives, l'accroissement démesuré des dettes publiques ont provoqué une baisse considérable sur un grand nombre de marchandises et une sorte de malaise général. Il a été naturel, soit d'attribuer à cette baisse le caractère d'une crise, quoique les crises aient d'autres effets, soit d'en faire remonter l'origine non plus à ses véritables causes, mais à la dépréciation de la valeur de l'argent, à la suspension de la frappe, à l'action et aux décisions de l'Union latine, à l'insuffisance des instruments monétaires, à l'appréciation ou à la dépréciation de l'or (2).

En recherchant quelle avait été, depuis le commencement de notre siècle, la condition de la valeur de l'or, j'ai eu déjà à aborder le même sujet, mais en sens opposé. Les économistes et les statisticiens qui entrevoyaient la baisse de valeur de l'or, avaient soin de mettre en parallèle la hausse des marchandises. J'ai montré quelles avaient été, d'après les relevés mêmes de Stanley Jevons, les alternatives de hausse et de baisse de 1825 à 1865. Il est résulté de la comparaison des deux périodes, chacune de 20 ans, de ces 40 années, que les variations des prix avaient eu plus de fréquence et plus d'amplitude pendant la première période, caractérisée par l'accalmie monétaire, que pendant la seconde, caractérisée par l'activité monétaire.

Actuellement, il ne s'agit plus de la hausse, mais de la baisse des marchandises. Il y a un quart de siècle, on annonçait un surenchérissement général qui devait ruiner les rentiers et les capitalistes, puisqu'ils étaient censés recevoir moins avec une monnaie d'un pouvoir affaibli; aujourd'hui c'est une baisse universelle qui accablerait les débiteurs puisqu'ils paieraient plus qu'ils ne doivent. Le plateau de la balance monétaire serait renversé (3).

(1) M. Aug. Sauerbeck a publié dans le *Journal of statistical Society* (septembre 1886) une très remarquable étude sur les diverses questions abordées dans ce chapitre; je ne peux qu'y renvoyer le lecteur. Le mémoire de M. Sauerbeck est accompagné d'un graphique fort curieux sur le mouvement des prix de 1818 à 1885. Ce graphique établit, avec évidence, que la tendance des prix est à la baisse avec des oscillations diverses. 1825, 1840, 1867, 1873 ont été des années de hausse extrême; 1832, 1849, 1879, 1885 de baisse extrême.

(2) Sur la question de l'appréciation de l'or consulter, en dehors des ouvrages ou discours de MM. V. Bonnet, Giffen, Goschen, les fascicules de l'*Economist*, 8 août 1885, 4 juillet dito, 3 octobre, 21 février dito, 20 février 1886; *Banker's Magazine* de New-York, novembre 1885, février 1886, et *Revue des Banques*, août 1883, janvier 1884, septembre et octobre 1885; *Statistical Society of London*, mars 1885; *Nouvelle Revue*, 15 novembre 1886. Il s'est produit, pendant le premier semestre de 1887, une certaine prime sur l'or. A Paris, cette prime s'est élevée jusqu'à 5 p. 1,000. C'était un fait accidentel, tenant, en grande partie, à des achats d'or du Gouvernement français pour solder des barres argent qu'il avait à payer à Londres. Ces barres étaient destinées à fondre des pièces de 5 fr. pour l'Extrême-Orient. Ainsi le Gouvernement français trouvait avantage à ne pas se servir de sa monnaie d'argent.

Banker's Magazine (octobre 1886) contient deux articles sur l'appréciation et la prime de l'or; mais dès juin 1887 cette prime était revenue à son cours normal.

(3) M. Schading, professeur à l'Université de Copenhague, dans un mémoire sur le prix des marchandises, maintient cette grande tradition. (*J. des Économistes*, janvier 1887.)

Les dépositions des témoins entendus dans la grande enquête anglaise (1886) sur la crise commerciale ont toutes constaté l'immense progrès des classes les plus nombreuses. Le *Bulletin du ministère des finances* a donné (février et mars 1887) un résumé de l'enquête.

Jusqu'à présent on avait enseigné que l'abondance, le bon marché, la décroissance du prix de revient étaient l'idéal économique, afin de faciliter l'accession des biens de ce monde au plus grand nombre (1). Il paraît qu'on faisait fausse route ; la rareté, la cherté, la restriction de la production seraient, paraît-il, les meilleures conditions de la sécurité et du bonheur général. Ces doctrines, ajoute-t-on, s'approprient particulièrement aux peuples, aux institutions, aux époques démocratiques. La hausse des prix garantit le travail, la baisse des prix l'amoindrit. La cherté convient aux démocraties et le bon marché aux monarchies. Dans ce ballottage des opinions, ce qui était axiome hier, devient sophisme aujourd'hui, pour reflourir demain.

Mais les opinions, les systèmes, les fluctuations des régimes économiques n'empêchent pas l'humanité de poursuivre sa route providentielle vers l'abondance et le bon marché ; elle la poursuit en accumulant les capitaux, en augmentant toujours la production, en réduisant, sans relâche, les frais de revient, en se conformant le plus strictement possible à la loi de la moindre action. Accumulation des capitaux, accroissement de la production, décroissance des frais de revient, telles sont, non pas les seules causes, mais les causes principales de la baisse des marchandises ; baisse qui, à tout prendre, est un grand bienfait (2).

Je n'insisterai pas sur l'accumulation des capitaux, parce qu'elle est attestée par trop de faits contemporains, notamment par la baisse persistante du taux de l'intérêt, par la hausse des valeurs mobilières, par le développement des actifs successoraux. La moyenne annuelle des actifs successoraux dépasse, depuis plusieurs années, en France, 6 milliards, dont 3 milliards s'appliquent aux capitaux mobiliers.

M. Soetbeer a établi la moyenne du taux de l'escompte des principales banques de l'Europe, de 1851 à 1884 (3) :

PÉRIODES.	BANQUES d'Angleterre.	BANQUES de France.	BANQUES d'Allemagne.	BANQUES de Hambourg.	A VIENNE.
1851-1860	4.12	4.16	4.39	3.40	4.44
1861-1865.	4.90	4.83	4.47	3.30	5.11
1866-1870.	3.62	3.07	4.67	3.27	4.54
1871-1875.	3.75	4.86	4.50	3.77	5.16
1876-1880.	2.87	2.65	4.17	3.24	4.34
1881-1884.	3.53	3.43	4.25	3.49	4.08

Bien qu'avec des intermittences le mouvement de baisse est nettement accusé, il résulte également d'un autre tableau, dressé par M. Soetbeer, pour les cours moyens de l'escompte sur les principales places de l'Europe en 1869 et 1884.

	LONDRES.		PARIS.		VIENNE.		BERLIN.		FRANC-FORT.		AMSTERDAM.		BRUXELLES.		HAMBOURG.		ST-PETERSBOURG.	
	Banq.	Part.	Banq.	Part.	Banq.	Part.	Banq.	Part.	Banq.	Part.	Banq.	Part.	Banq.	Part.	Banq.	Part.	Banq.	Part.
1869	3.12	3	2.50	2.25	1.37	4.50	4.25	3.25	3	2.50	3.50	3.50	2.50	2.50	»	2.75	6.37	6.12
1884	2.1	2.60	3	2.42	4	3.76	4	2.85	4	2.96	3.21	2.88	3.29	3.04	»	2.84	6	6
1885	»	3.04	»	3	»	4	»	4.14	»	»	»	2.71	»	3.23	»	»	»	»
1886	»	2.91	»	3	»	4	»	3.20	»	»	»	2.50	»	2.75	»	»	»	»

(1) Dans l'enquête anglaise, rappelée plus bas, aucune déposition importante ne paraît avoir attribué la crise économique aux influences monétaires : excès des impôts. coût des transports, concurrence acharnée, production exagérée, tels ont été les principaux arguments.

(2) C'est le point de vue développé avec talent par M. Pirmez, ministre d'État en Belgique, devant la Conférence internationale de 1881 et dans son récent livre sur la crise.

(3) *Materialien*, p. 81.

Le mouvement des fonds publics de la plupart des États, qui remplissent leurs engagements (1), est dans le même sens.

	Fin 1875.	Fin 1881.	Fin 1885.	Fin 1886.	Décembre 1887.
3 p. 100 français . . .	»	84.02	80.20	82.45	82.30
Consolidés	»	99 ¹¹ / ₁₆	99 ¹ / ₂	100 ³ / ₁₆	101 ¹³ / ₁₆
5 p. 100 italien . . .	»	90.35	98	101.95	97.90
4 p. 100 allemand . .	»	»	»	»	106.90
Florin, or Autriche . .	»	81	89.40	94.75	91.20
Hongrois 4 p. 100 . .	»	»	83	86.20	83.55
Russe, 1877, 5 p. 100 .	»	92.70	102.50	101.40	101
Extérieure	»	»	54.75	66.70	67.75

Quant à l'accroissement de la production, voici quelques chiffres qui suffisent pour indiquer son importance (2) :

PRODUITS.	1830.	1840.	1850.	1860.	1870.	1880.	1882.	1884.
Charbon (sur le globe).	»	61,000,000	»	141,000,000	»	344,000,000	»	380,000,000
Fer (Europe). ton.	1,468,000	»	4,280,000	»	10,550,000	»	19,820,000	20,410,000
Cuivre (le globe). d°	»	»	42,250	»	82,120	»	»	»
Coton (le globe) liv.	636,000,000	1,190,000,000	»	2,391,000,000	2,474,000,000	4,039,000,000	»	»
Coton (Angleterre) fils	223,000,000	407,000,000	529,000,000	1,027,000,000	991,000,000	»	1,324,000,000	»
Laine (le globe) d°	519,000,000	601,000,000	806,000,000	980,000,000	1,370,000,000	1,647,000,000	»	»
Acier (d°) . . . ton.	»	»	71	»	620	»	5,081	»
Sucre (d°) . . . d°	»	»	1,197,500	»	»	5,300,000	»	5,984,000
Café. d°	95,000	255,000	320,000	422,000	505,000	»	589,000	»
Froment (Europe, États-Unis) hectol.	»	»	»	»	484,000,000	»	610,000,000	»
Froment, autres États	»	»	»	»	»	»	162,000,000	»
Chevaux-vapeur .	»	2,370	6,310	11,400	19,500	28,900	»	»

L'influence de la diminution des frais de production a peut-être agi plus directement sur les prix. C'est à cette influence qu'il faut attribuer la part principale dans la baisse. En 1800, on employait 6 tonnes de charbon pour avoir 1 tonne de fer ; en 1840, cette consommation était tombée à 3 tonnes et demie et à 3 tonnes en 1870. Depuis 1870, elle a été réduite à 2.2 tonnes. Progrès analogues pour l'acier. Le rail d'acier ne coûte pas plus que le rail en fer. Il dure plus du double. Le prix du fil de coton, en Angleterre, est tombé de 17 à 13 pence, celui du calicot de 8.2 à 2.2 pence (3).

Pour les produits agricoles, la diminution des frais de production du sucre, du café, du blé n'est pas moins importante. L'Europe fournit en moyenne 1,550 millions d'hectolitres de céréales dont les prix de revient tendent à s'égaliser ; mais les États-Unis, le Dominion britannique, l'Australie, l'Égypte, l'Inde, le Japon peuvent livrer 3 milliards d'hectolitres de céréales à des prix tout à fait différents. Cette différence domine le prix du blé, et par le prix du blé, elle règle la plupart des autres prix. Telle est la cause principale de la baisse actuelle (4). L'élément prin-

(1) Le *Banker's Magazine* (novembre 1886) a publié un relevé de la hausse sur les obligations des chemins américains. Elle a été très forte, variant de 20 à 40 p. 100.

(2) Tous les États ont augmenté en 1885 leur production de charbon qui, dans l'ensemble, s'est élevée à 399,290,000 tonnes au lieu de 262,842,000 tonnes en 1875. Comparer les résultats de M. A. Sauerbeck : De 1874 à 1884 la production des céréales aurait été portée de 6,278,000 bushels à 7,808,000.

(3) Ce point de vue a été développé avec soin par M. Cellerier dans un article de l'*Économiste français* du 12 juin 1886.

(4) De là la baisse des rentes foncières ; *Banker's Magazine*, février 1887.

cial de l'alimentation des peuples de l'Europe est produit à moindres frais : d'où un changement profond dans le prix de revient et la tendance à la baisse de toutes les marchandises. Ce n'est pas la baisse de l'argent qui est le pivot de ce mouvement, c'est celle du blé, d'autant plus que parallèlement le café, le sucre, le fer, le coton, la laine, matières premières de grande consommation, sont aussi en baisse. Si le salaire n'a pas encore participé à cette baisse, c'est à raison de l'excès des charges diverses portant sur les ouvriers qui, jusqu'à présent, ont pu rejeter tout l'effet de la baisse sur les profits. Toutefois, malgré les grèves, les salaires sont aussi menacés d'une baisse prochaine, surtout si les gouvernements continuent les excès de leurs armements et de leurs dépenses. M. Soetbeer a cité l'exemple d'une exploitation houillère dans le Hainaut (1). De 1860 à 1883, les bénéfices sont tombés de 10.2 p. 100 à 1.9 p. 100. Le salaire par ouvrier s'est élevé de 797 fr. par an à 1,173, pour baisser à 897 fr.

Il faut tenir compte également dans la baisse des prix de la diminution du coût des transports. Depuis dix ans tous les chemins de fer ont été amenés ou contraints à abaisser leurs tarifs. L'élément principal de cet abaissement a été la concurrence de la navigation maritime ou fluviale. La concurrence des canaux devient chaque année plus dangereuse. De 1868 à 1884, le fret des blés, par les canaux et les lacs de Chicago à New-York, ayant été ramené de 24.54 cents à 6.60, le coût du transport par voie ferrée est tombé de 42.6 cents à 13 cents (2). La baisse du fret a été plus grande encore par suite de l'ouverture du canal de Suez. La tonne de blé acquittait, en 1881, 62 sh. 6 d. par le Cap et 71 sh. 3 d. par Suez. Ces frets n'étaient plus, en 1884, que 20 sh. par le Cap et 17 sh. 6 d. par Suez.

La baisse actuelle des marchandises s'explique sans l'intervention d'aucune influence monétaire. D'ailleurs, cette baisse n'a pas le caractère universel, inéluctable, persistant, des baisses qui résultent de l'insuffisance des instruments monétaires. Les mêmes instruments monétaires servant à mesurer toutes les valeurs, leur excès ou leur rareté font nécessairement sentir leur action sur toutes les marchandises, comme le reconnaît l'article de la *Revue d'Edimbourg*, rappelé plus haut. Dans son fascicule du 20 février 1886, l'*Economist* a publié les *index-numbers* des prix des principales marchandises à trois périodes différentes : 1^{re} période, 1845-1850 ; 2^e période, 1866 ; 3^e période, 1873-1885. J'en extrais les éléments comparatifs du tableau ci-dessous (3) :

TABEAU.

(1) *Materialien*, p. 92.

(2) Article de M. Fowler, *Contemporary*, avril 1885.

(3) Le gouvernement italien a publié en 1886 (ministère de l'agriculture) une statistique des prix des principales denrées alimentaires de 1862 à 1885. Ce travail est accompagné de nombreux graphiques. Les moyennes, calculées sur les prix des 24 marchés les plus importants, pour les blés et les menus grains, constatent une période de hausse de 1862 à 1873 et de baisse de 1873 à 1885. Néanmoins, la moyenne des deux périodes est la même : froment, moyenne des prix de 1862 à 1873, **30,40** le quintal ; moyenne de 1874 à 1885, **29,94**.

MARCHANDISES.	1850.	1866.	1873.	1875.	1880.	1883.	1884.	1885.	1886.	
Blé	100	90	104	80	88	77	73	60	57	— 43
Café.	100	179	171	173	151	82	106	84	85	— 15
Sucre	100	72	83	67	60	61	54	37	50	— 28
Thé	100	111	102	100	141	76	92	78	93	— 7
Tabac	100	222	167	256	180	240	211	228	216	+ 116
Bœuf	100	114	146	137	119	145	139	123	106	+ 6
Coton	100	383	173	121	110	89	92	93	80	— 20
Soie	100	200	169	115	135	126	117	89	93	— 7
Laine	100	105	96	145	117	106	91	92	90	— 10
Indigo	100	163	151	163	205	190	151	157	153	+ 53
Bois	100	91	127	132	105	108	113	87	70	— 30
Cuir	100	121	105	105	146	»	»	144	142	+ 42
Cuivre	100	121	83	105	81	80	71	54	50	— 50
Fer	100	110	88	107	92	78	69	69	66	+ 34
Étain	100	100	127	118	109	134	113	109	113	+ 13
Fil de coton. . .	100	123	154	136	120	100	97	92	83	— 17
Beurre.	100	121	148	»	151	»	141	»	»	+ 41

Je complète ce tableau par celui des prix mêmes de quelques autres marchandises de 1883 à 1886 :

MARCHANDISES.	JANVIER 1883.			JANVIER 1884.			JANVIER 1885.			JANVIER 1886.		
	l.	s.	d.	l.	s.	d.	l.	s.	d.	l.	s.	d.
Fonte écossaise. .	2	9	5	2	2	11	2	2	5	2	1	»
Étain	101	»	»	83	»	»	75	»	»	92	17	»
Cuivre.	66	10	»	67	5	6	48	»	»	40	17	6
Plomb.	14	50	10	12	6	»	11	5	»	12	12	6
Lin	27	10	»	27	»	»	30	»	»	29	10	»
Laine australie . .	»	»	11	»	»	8 1/2	»	»	9 1/2	»	»	9 1/2
Blé américain . .	2	6	»	2	2	»	1	12	»	1	16	6
Pommes de terre .	6	»	»	4	»	»	3	10	»	4	»	»
Sucre brun. . . .	»	12	»	»	12	6	»	8	6	»	11	9
Thé.	»	»	4 1/2	»	»	7 1/2	»	»	6 1/2	»	»	7 1/2
Café	3	4	»	3	12	»	2	17	6	2	16	6
Huile	35	15	6	39	»	»	40	15	»	40	10	9

Ces deux tableaux constatent que la baisse n'a pas été universelle, qu'elle n'a pas été persistante, qu'elle tend à s'amoindrir au moment où la baisse de l'argent est le plus accusée : c'est qu'elle provient d'autres causes que la dépréciation de l'argent.

Les prix se sont relevés dans le courant de 1886. Les cotes de Londres, au 1^{er} janvier 1887, donnaient : pour le blé, 66 au lieu de 57 ; pour le coton, 82 au lieu de 80 ; pour la soie, 130 au lieu de 93 ; pour la laine, 116 au lieu de 90 ; pour le café, 132 au lieu de 85 ; mais la baisse avait continué pour le sucre, le thé, le tabac, l'huile, le fer, le cuivre, le saindoux, le cuir.

Cette fluctuation (1) des prix avait été relevée par M. Fowler en 1885 ; elle s'est encore plus accentuée depuis. C'est ce que M. Mulhall a entrepris d'établir d'abord dans un article de la *Contemporary Review* (août 1885), puis dans son livre *the History of prices*. Prenant dans son ensemble le siècle qui s'est écoulé de 1782 à 1884, M. Mulhall montre qu'il se partage en quatre périodes (2) :

(1) *Economist*, 19 février 1887. Quant à l'argent après la baisse énorme du mois d'août 1886, il s'est légèrement relevé, pour revenir entre 44 et 43 1/2 l'once standard.

(2) Comparer les résultats généraux de M. Mulhall avec ceux plus spéciaux auxquels est arrivé, quant à la France, M. Biollay, *des Prix en 1790*. Paris, 1886.

Contemporary Review, janvier 1887, p. 149.

Réforme sociale, 15 novembre 1886, un article de M. Cheysson.

Économiste français (12 février 1887), tableau des prix des denrées de consommation à Paris : —

1° 1782 à 1820, période de hausse constante, représentée pour un grand nombre de marchandises par la proportion 2,000 à 3,187 ;

2° 1820 à 1850, période de baisse, proportion 3,187 à 1,914 ;

3° 1850 à 1870, période de hausse, proportion 1,914 à 2,190 ;

4° 1870 à 1884, période de baisse, proportion 2,190 à 1,797.

Cette périodicité correspond à la loi même de la production qui ne peut procéder que par oscillations, comme tous les faits humains. La période actuelle est la résultante de l'oscillation précédente ; chaque élan dans la production entraîne un mouvement en sens opposé. Je rappelle un seul exemple, de 1860 à 1884, la production du fer est passée de 7,900,000 tonnes à 19,930,000 tonnes.

Résumant, pour les principales marchandises du marché anglais, le mouvement des prix de 1841 à 1884, M. Mulhall constate une baisse moyenne de 8 $\frac{1}{2}$ p. 100 : 100 livres ne vaudraient plus que 91.50 liv. Dans l'ensemble des faits, ne faut-il pas reconnaître, avec l'honorable M. Pirmez, que c'est là un bien et que le but de la production est d'abaisser les prix, afin d'appeler de nouveaux consommateurs ? Voici les deux échelles dressées, à cet égard, par M. Mulhall :

ANNÉES.	VALEUR en nombre.	VOLUME.
1841-1850	100.0 p. 100	100.0 p. 100
1851-1860	105.7 —	104.1 —
1861-1870	130.4 —	124.6 —
1871-1880	112.7 —	105.5 —
1881-1884	97.5 —	91.5 —

Divers autres faits confirment l'opinion que la révolution monétaire n'a pas l'influence qu'on lui a attribuée sur la situation économique. Je n'entends pas dire qu'elle n'ait atteint des intérêts, qu'elle n'ait diminué ou supprimé des profits : bien loin de là. Mais elle n'a point ce caractère calamiteux qu'on lui a donné. J'en trouve la preuve :

1° Dans le taux de l'intérêt qui se maintient à bon marché, tandis qu'il aurait dû se relever avec la baisse générale des prix ;

2° Dans le taux de l'escompte ;

3° Dans la hausse des valeurs mobilières de tout genre qui ne participent en rien à la crise monétaire ;

4° Enfin, dans la stabilité des salaires, c'est la considération décisive.

Tableau dressé par M. Mulhall des salaires en Angleterre.

	SCHILLINGS PAR SEMAINE.				PROPORTION.		
	1780.	1820.	1840.	1880.	1780.	1840.	1880.
Forgeron	17	24	21	32	100	124	190
Maçon	17	25	23	35	100	136	206
Charpentier	15	20	20	30	100	130	206
Plombier	18	25	22	35	100	122	195
Fileur	12	16	18	24	100	150	200
Berger	6	8	10	15	100	167	250

Dito, 19 février : Des variations des prix depuis soixante ans ; les résultats de M. Sauerbeck seraient favorables à une baisse définitive de 18 p. 100 depuis 1818 à 1885.

Uebersichten, 1887 : M. Neumann-Spallart a traité les mêmes questions dans les premières pages du nouveau volume *der Uebersichten, Jahrgang* 1883-1884, p. 25-49 : 1° Progrès de la production ; 2° Mouvements des prix.

Comparant les prix aux salaires, M. Mulhall fait observer que la puissance d'achat de l'ouvrier a augmenté de 44 p. 100, mais que cette puissance d'achat a été diminuée de plus de moitié par la hausse du loyer. La hausse du loyer peut être prise pour criterium de la révolution monétaire. Évidemment, la baisse de l'argent y a été étrangère.

M. Soetbeer est arrivé aux mêmes résultats que M. Mulhall. Il a dressé ses calculs sur les cours de 100 marchandises cotés à Hambourg, et a trouvé les proportions suivantes pour les moyennes des prix :

1847-1850. . .	10,000	»	1875-1880. . .	12,716.21	27 p. 100
1851-1860. . .	11,963.89	19.6 p. 100	1881.	12,372.05	23 —
1861-1870. . .	12,610.75	26.1 —	1882.	12,383.65	23 —
1871-1875. . .	13,571.27	35.7 —			

Les prix représentaient 41 p. 100 de baisse sur 1873 et 23 p. 100 de hausse sur 1850. Aussi a-t-il conclu à une diminution du pouvoir d'achat de l'or depuis 1850. Cette diminution aurait varié de 26 à 16 p. 100. Elle aurait été de 20 p. 100 en 1882. Ces résultats, si opposés à ceux obtenus par d'autres statisticiens, montrent l'inconvénient d'étudier les faits monétaires à de trop courtes distances. On en trouve la preuve même dans les calculs d'un statisticien émérite comme M. Soetbeer. En effet, ces supputations ont été faites d'après des moyennes générales ; mais certaines marchandises ont baissé et pour celles-ci le pouvoir de l'or a augmenté. Ce sont celles sur lesquelles MM. Giffen et Goschen ont fondé leur théorie de l'appréciation de l'or, tandis que, d'une manière générale, M. Soetbeer est conduit à une dépréciation de l'or, ou diminution du pouvoir d'achat.

Dans sa dernière publication, *Materialien für Erläuterung und Beurtheilung der Edelmetallverhältnisse*, M. Soetbeer a donné de nouveaux et plus abondants détails sur les mouvements des prix de 1850 à 1884. Il les a résumés dans le tableau qui suit :

Évaluation du pourcentage du rapport des prix.

GROUPES DE MARCHANDISES.	1847-1850.	1851-1860.	1861-1870.	1871-1875.	1876-1880.	1881-1884.
Agriculture, 20 produits.	100	126.93	128.75	142.69	135.49	134.04
Bétail, 22 produits.	100	123.44	133.11	154.57	146.76	152.99
Fruits, 7 produits.	100	121.85	117.72	131.50	138.91	137.08
Denrées coloniales sans le coton, 19 produits. .	100	115.76	118.49	130.72	126.38	120.79
Minéraux, 14 produits.	100	110.285	99.60	116.90	94.35	83.38
Textiles, 7 produits.	100	105.54	130.48	117.17	102.33	96.84
Divers, 11 produits.	100	107.65	125.06	114.98	96.79	93.11
Marchandises de fabrication anglaise, 11 produits	100	100.43	129.01	126.44	111.70	103.19
Ensemble 114 produits.	11,400	13,179.62	14,068.69	15,151.41	13,977.11	13,618.55
Pourcentage	100	115.61	123.41	132.90	122.61	119.49

Ainsi les prix ont monté, de 1850 à 1875, dans des proportions si différentes que les moyennes générales ne peuvent caractériser les mouvements des prix. On en trouve la preuve dans les chiffres afférents à la dernière période. La plupart des produits manufacturés sont en baisse notable sur les prix de 1875 et même de 1850 ; mais tous les produits agricoles (d'Europe ou des colonies) sont en hausse sensible sur 1850 et même sur la moyenne des prix de 1850 à 1884.

Aussi M. Soetbeer a-t-il maintenu (1) son opinion que la rareté de l'or n'était pour rien, pas plus que la démonétisation de l'argent, dans la baisse des prix. Cette

(1) *Materialien*, p. 104.

baisse existe, du moins dans les produits industriels et certains produits agricoles; mais elle n'a point une origine, une cause monétaire. Elle provient de l'accroissement de la production, en présence d'une demande limitée.

Certainement la rareté de l'or n'est pour rien, et la démonétisation n'est que pour fort peu de chose dans l'état actuel des prix (1), par contre il est difficile d'admettre que le pouvoir d'achat de l'or ait diminué dans les proportions que semble accepter M. Soetbeer. Tout ce qu'il est prudent de reconnaître, eu égard à l'extrême complexité des influences diverses et à l'extrême brièveté de la période de temps (pas encore 40 ans) sur laquelle on opère, c'est que l'abondance réelle de l'or dans plusieurs États, malgré une demande constante, doit faire supposer que, loin de se trouver en présence d'une sérieuse hausse de la valeur de l'or, notre époque pourrait, si la production de l'or continuait (2), constater plus tard un certain affaiblissement de son pouvoir d'achat.

Bien qu'il faille toujours distinguer entre la valeur intrinsèque de l'or et son pouvoir d'achat, la fixité du prix de l'or et l'évanouissement de toute prime, parfois même un agio, sont des faits qu'il importe de ne jamais perdre de vue.

IV.

De l'influence de la révolution monétaire sur le groupe oriental.

Les effets de la révolution monétaire n'ont pas été ou ne sont pas plus graves pour le groupe oriental que pour le groupe occidental; peut-être sont-ils moindres. Sur ce point, il règne dans les esprits une certaine confusion qu'il est utile d'éclaircir.

Les révolutions monétaires exercent une double influence, ou bien elles modifient la condition monétaire intérieure des États, ou bien elles changent leurs relations monétaires réciproques. Leur influence est ou nationale ou internationale. Il est même nécessaire de faire une seconde distinction entre les relations monétaires internationales des États formant le groupe occidental et celles des États du groupe oriental.

C'est au chapitre suivant que seront examinés les effets internationaux divers de la révolution monétaire.

On a vu plus haut combien avaient été restreints, quant aux États du groupe occidental, les effets intérieurs, pour chacun d'eux, de la révolution monétaire. Pour aucun d'eux, il ne s'est encore produit d'embarras réel dans la circulation intérieure. En Russie, la situation monétaire est dominée par le régime du papier-

(1) On peut donner comme exemple la hausse énorme qui a eu lieu sur les cafés pendant le premier semestre de 1887 et la baisse persistante qui règne sur les sucres, malgré tous les efforts législatifs.

(2) La production de l'or a été assez active en 1885, elle s'est élevée à 527,500,000 fr. On annonce pour 1887 une nouvelle augmentation. Des mines abondantes ont été découvertes en Sibérie, à *Khilkow*, dans la vallée de l'Oussouri. Le gouvernement impérial vient de décider la construction d'un chemin de fer pour rapprocher ces mines des principales villes de Sibérie. On ne connaît pas encore les résultats des placers de Kimberley, mais ils sont sérieusement exploités. D'après l'*Économiste français* (1887, n° 10) des placers d'or auraient été découverts dans les environs de Tombouctou. D'autre part, la recherche de l'or est très sérieusement conduite dans la colonie du Cap par de riches sociétés anglaises.

M. Sauerbeck est aussi favorable à l'opinion que l'or peut, en Europe, se substituer à l'argent.

monnaie ; aux États-Unis par une législation d'exception. Ni ce régime, ni cette législation ne procèdent de la révolution monétaire.

La condition intérieure du groupe oriental est plus favorable encore. Les États qui le constituent sont considérables par leurs masses, comme la Chine et l'Inde ; ils forment chacun un monde indépendant, comme le Japon, la Perse, l'Indo-Chine, les colonies hollandaises ou espagnoles. Ils ne possèdent que l'argent pour instrument monétaire ; mais l'argent leur suffit quant à la circulation intérieure métallique. Dans la Chine, la circulation fiduciaire est plus importante que la circulation métallique ; dans l'Inde, elle tend à se développer beaucoup.

Les renseignements sur la condition monétaire de la Chine sont encore imparfaits. On ne connaît que très approximativement son stock métallique et le mouvement d'importation ou d'exportation des métaux précieux. Il n'existe pas en Chine de législation impériale pour la circulation monétaire, métallique ou fiduciaire. L'argent, sous forme de lingots très minces, et la sapèque de cuivre circulent partout en grande abondance, avec une garantie officielle du titre. Le cours de l'argent varie chaque jour sur chaque place, en chaque lieu, comme celui du riz, du thé et de la soie (1). Aucun fait n'est encore venu indiquer que la révolution monétaire ait fait sentir son influence en Chine.

Il n'en est pas de même au Japon. Il existe au Japon une législation monétaire pour la circulation métallique comme pour la circulation fiduciaire. L'or et l'argent sont frappés par l'État avec les garanties de poids, de titre et de valeur. En 1884, la frappe a porté sur 569,475 yens d'or et 3,599,912 yens d'argent. Le Japon figure sur les statistiques générales de l'Hôtel des monnaies de Washington. Le mouvement d'entrée ou de sortie des métaux précieux se constate annuellement au Japon. Le Japon possède, en outre, des mines d'or et d'argent. Fin 1885, sa circulation monétaire était estimée à : or et argent, 56,607,748 dollars ; billets d'État, 93,380,233 yens ; billets de banque, 30,914,148 yens. D'après les rapports officiels, les monnaies métalliques, les billets d'État ou de banque étaient reçus au pair par les administrations publiques. Dans les transactions privées, le yen d'or valait une prime de 19 sen et le yen d'argent de 9 sen sur le yen-papier. Ces détails indiquent que, dans l'intérieur du Japon, la révolution monétaire n'a pas eu encore d'influence.

Bien que l'on possède quelques détails sur la frappe de l'or et de l'argent en Perse pour 1883, il n'est pas possible d'être fixé sur la condition monétaire de la Perse. La Perse continue à se dépeupler et à s'appauvrir.

En ce qui est des colonies hollandaises et espagnoles, elles n'offrent d'intérêt monétaire qu'au point de vue international.

(1) La forme, le poids et le titre des lingots d'argent varient par province ; ils s'évaluent en taëls. Le taël est une monnaie de compte. Le poids et le titre sont indiqués sur les lingots d'argent par des fonctionnaires *ad hoc*. Chaque province a son taël et la manière de calculer la valeur du lingot change avec chaque taël. Il y a cependant un taël officiel (Haikouan) d'après lequel se règlent les impôts. Ce taël équivaut à 37 $\frac{1}{4}$ gr. d'argent fin, et représente, au cours de 171 fr., 6 fr. 35 c. (D^r Haupt, *Histoire monétaire*, 328). [*Rapport des consuls américains sur le crédit chez les divers peuples*, 1885.)

M. O. Haupt évalue le stock argent de la Chine à 3,750 millions de francs, y compris les monnaies étrangères et tous les lingots.

Il y a certainement un stock d'or en Chine, mais on ne saurait en évaluer l'importance. Les sables aurifères de la Mongolie et de la Chine du Nord produisent une certaine quantité d'or.

Les faits, les chiffres manquent pour les divers États de l'Indo-Chine. L'argent y est le seul instrument monétaire ; mais toute l'activité commerciale de l'Indo-Chine étant sous la dépendance des Chinois ou des Anglais, les questions monétaires qui les concernent se rattachent à la Chine ou à l'Inde.

C'est surtout pour ce qui intéresse la condition monétaire de l'Inde qu'il importe de maintenir la distinction des faits monétaires nationaux et des faits monétaires internationaux. Ceux-ci sont de premier ordre pour l'Inde ; il n'en est pas de même des autres. Quoique placée sous l'empire de l'Angleterre, l'Inde, par sa population, l'étendue de son territoire, la nature de ses produits et de son commerce, ses traditions, ses principales divisions, forme un monde à part. L'Inde n'est pas une contrée riche. Sa condition économique s'est améliorée ; néanmoins, eu égard à ses 250 millions d'habitants, l'Inde est pauvre (1). La splendeur de quelques villes, les trésors de quelques familles, les profits de plusieurs belles cultures, telles que l'opium, le café, l'indigo, le thé, ne doivent pas faire illusion sur l'état réel des populations. Elles ont cependant l'habitude séculaire de faire des réserves d'argent en bracelets, plaques, colliers ou lingots pour parer aux dépenses extraordinaires des familles ou aux famines périodiques. C'est ce qui explique le mouvement d'importations de l'argent et même de l'or dans l'Inde. Ce mouvement remonte fort au delà de l'ère chrétienne.

Le régime monétaire de l'Inde (2) est centralisé ; il est sous la dépendance du gouvernement anglais. L'argent est le seul instrument métallique monétaire. La monnaie d'or, ancien étalon monétaire, *n'a pas de cours légal*. Au contraire, la frappe de la roupie n'est pas limitée. Elle a lieu dans les Hôtels de monnaie des trois Présidences. L'importance de la frappe a été de 621,898,000 fr. de 1881 à 1884, c'est-à-dire de 155,400,000 fr. par an (3) : soit à peu près le quart de la production totale de l'argent. Bien que l'or n'ait pas de cours légal dans l'Inde anglaise, le stock d'or de l'Inde s'accroît. D'après M. Soetbeer, les importations d'or dans l'Inde auraient représenté, de 1881 à 1884, 378.1 millions, et les exportations 243.2 : excédent, 134.9 millions (4). On évalue le stock métallique de l'Inde à 8 milliards, dont 3 milliards d'or. Il y a donc dans l'Inde un stock d'argent considérable, sur lequel la perte est de 25 p. 100.

(1) Sur la condition économique de l'Inde, consulter le grand ouvrage de Hunter (*India's Gazetteer*) et les deux abrégés qui en ont été faits. La situation que Hunter accuse est conforme au surplus à celle révélée par les travaux de MM. Strachey et de Sir Temple. L'Inde est une des parties du globe où l'humanité est le plus misérable. Voir *Contemporary Review* (janvier 1887) un article de M. Grant Duff. L'abrégé du livre de M. Hunter a été publié chez Longmann en 1881.

(2) M. Douglas (N.) a publié, en 1886 (Londres, *Simpkin, Marshall et Cie*), une notice excellente sur la condition monétaire de l'Inde. Il y établit que, avant 1835, l'or était l'étalon monétaire de l'Inde, et que ce sont les agents de l'Angleterre qui, non seulement ont substitué l'étalon d'argent à l'étalon d'or, mais qui ont maintenu l'étalon d'argent malgré toutes les plaintes. Depuis le 1^{er} janvier 1853, la monnaie d'or n'a plus *cours légal* dans l'Inde.

(3) En 1885, le monnayage de l'argent dans l'Inde a été de 20,685,407 dollars.

(4) Je donne les chiffres de M. O. Haupt, *Histoire monétaire*, 246 et 249. M. Burchard n'a évalué que le stock argent, 1,037 millions de dollars. D'après la chambre de commerce de Bombay, dans l'année finissant au 31 mars 1885, il aurait été importé dans l'Inde 4,654,000 liv. st. or et 7,650,000 liv. st. argent : ensemble 310 millions, soit plus du quart de la production totale.

En 1886, les importations de métaux précieux dans l'Inde se sont élevées à 15,467,081 liv. st. ; elles n'avaient atteint ce chiffre qu'en 1878.

L'Inde a accompli, depuis 1870, de notables progrès au point de vue de la circulation des instruments de crédit : billets de banque, chèques, mandats postaux et télégraphiques, valeurs mobilières au porteur, rentes sur l'État, etc. Elle participe à tous les progrès de la civilisation anglaise. M. Mulhall évalue la circulation monétaire de l'Inde à 4,838 millions : 475 millions or et 300 millions papier, le surplus argent.

Quel a pu être sur la condition économique de l'Inde l'effet de cette baisse ? Deux opinions sont en présence à cet égard :

Selon la première, développée avec talent par M. H. Schmidt, par M. Foreton Frewen et par M. M. Fowler, cette baisse aurait été favorable à l'Inde en provoquant un accroissement considérable de l'exportation des produits de l'Inde, en favorisant la culture du blé, en donnant lieu à des importations plus grandes de métaux précieux.

Selon la seconde, l'augmentation des exportations de l'Inde aurait pour raison celle de ses charges extérieures ; elle serait une cause d'appauvrissement et non de richesse. La culture du blé n'aurait pas fait de nouveaux progrès depuis l'amélioration des récoltes en Europe. Les importations de métaux précieux ne seraient pas plus fortes qu'avant 1875. Les prix des marchandises resteraient stationnaires ; les salaires seuls, sous l'influence des travaux accomplis dans l'Inde, jouiraient d'une plus-value réelle.

La contradiction de ces opinions a été rendue plus vive encore par les appréciations des publicistes américains, qui ont soutenu que les prix de produits, tels que le blé et le coton, ne dépendaient plus des États-Unis, mais de l'Inde ; que ce changement était très favorable à l'Inde ; qu'il était dû à sa condition monétaire, à l'influence de son stock et de ses demandes d'argent.

Cette contradiction a donné lieu, entre l'*Economist* et le *Times* (1), à une controverse persistante et curieuse, entretenue, sous le voile de l'anonyme, par des écrivains également compétents.

De cette controverse, il faut momentanément écarter tout ce qui a trait aux exportations et aux importations de l'Inde et à l'influence de l'Inde sur les prix des marchandises du commerce général. Ce sont là des questions internationales, réservées pour le chapitre qui suit. Restent les faits caractérisant la situation particulière de l'Inde : la culture du blé, le prix des marchandises, dans l'Inde même, le taux des salaires, l'état général de l'Inde.

Nous possédons sur ces divers points des livres récents d'une grande valeur : d'abord le rapport de M. le sénateur Lampertico (2) sur le développement de la culture du blé aux États-Unis, en Australie et dans l'Inde, puis l'ouvrage de M. Barbour, secrétaire financier du gouvernement de l'Inde.

D'après M. Lampertico, la culture du blé n'a pas continué à se développer dans l'Inde depuis la baisse des prix. L'exportation des blés, qui avait été de 10,000 tonnes en 1882, est tombée à 7,000 tonnes en 1885 (3). La production du blé pourra cer-

(1) Le *Times* a publié (octobre 1886) un rapport sur la culture du blé dans le Pendjab. Il en résulte : 1° que cette culture est stationnaire ; 2° que les cultivateurs donnent la préférence aux menus grains.

(2) *Atti della commissione d'inchiesta per la Revisione della tariffa Doganale, parte agraria*, 1885.

(3) En 1886, les importations de blé de l'Inde en Angleterre ont été exactement les mêmes qu'en 1884 ; mais la valeur a représenté 8,000,000 liv. st. en 1886 contre 8,895,000 liv. st. en 1884.

tainement reprendre ; elle trouve à sa disposition dans l'Inde de vastes territoires favorables ; elle s'y fait encore à meilleur marché qu'aux États-Unis, malgré la hausse du salaire agricole ; mais son principal aiguillon n'est point monétaire. C'est moins dans la baisse de l'argent qu'il faut le chercher que dans la hausse du prix du blé en Europe. En Europe, le blé se règle sur le cours de l'or et nullement sur celui de l'argent.

D'après M. Barbour (1), et ses observations sont confirmées par l'*Economist* dans de très nombreux articles, les prix des marchandises dans l'Inde seraient stationnaires, avec tendance plutôt vers la baisse que vers la hausse, et l'importation des métaux précieux, quoique toujours considérable, ne serait pas en voie d'accroissement. A cet égard, l'*Economist* a publié des statistiques d'un grand intérêt. La première est le résumé du mouvement des prix dans l'Inde de 1870 à 1884 :

Nombre de seers (2) achetés avec 1 roupie.

MARCHANDISES.	1881.	1882.	1880.	1878.	1876.	1874.	1872.	1870.
Riz	13.3	17.0	14.5	9.6	1.5	13.8	17.9	15.2
Blé	16.6	15.2	12.8	10.4	17.2	14.9	16.9	12.5
Millet . . .	24.9	25.6	24.7	13.3	26.0	23.05	23.5	19.5
Sel	14.8	14.3	11.4	12.9	14.8	14.8	14.3	13.6

Ces prix sont des moyennes établies sur les mercuriales de tous les districts. Il suffit d'y jeter les yeux pour s'apercevoir que les années, auxquelles ils correspondent, se divisent en deux séries bien accusées : l'une de baisse à peu près continue de 1870 à 1878, sans rapport avec la crise monétaire, et l'autre de reprise, sans que cependant les prix de 1884 soient uniformément supérieurs à ceux de 1882, ni que, pour aucune des marchandises dénommées, les prix de 1884 à 1878 aient atteint ou dépassé les prix cotés dans la période précédente.

Pour les salaires moyens, l'*Economist* (3) produit les chiffres ci-dessous :

	AGRICULTURE.		INDUSTRIE.	
	roup.	ann.	roup.	ann.
1884	6	11	16	15
1886	6	8	15	8
1876	6	10	14	3

(1) *Theory of Bimetallism*, chapitres 20 à 22. Voir également dans le *Banker's Magazine* (novembre 1886) l'extrait d'un rapport de M. O'Connor, établissant que les prix des marchandises dans l'Inde ont subi une baisse plus grande que celle de l'argent par rapport à l'or.

(2) Le seer est la 40^e partie du Bazar Maund, poids de 37 kilogr. 251 gr. ou 100 livres troy.

(3) Voir le fascicule du 17 octobre 1885.

L'*Economist* a repris la question dans les fascicules des 6 mars et 24 avril 1886. Il présente des résultats un peu différents pour des périodes plus éloignées. De 1866-1869 à 1880-1884 le prix, en argent, du blé dans l'Inde aurait baissé de 17 p. 100, tandis que le prix, en or, du blé à Londres aurait baissé de 21 p. 100.

L'importation des blés de l'Inde en Angleterre et en Europe a donné ouverture à des polémiques que les protectionnistes ont exploitées avec une habileté merveilleuse. Les producteurs de blé de l'Inde étaient censés dominer les marchés et écraser les cours, bien que ces cours restassent assez rémunérateurs pour leur garantir des bénéfices dans l'Inde. Payés en or à Londres, ils l'auraient échangé contre de l'argent qu'ils versaient dans la circulation de l'Inde à sa valeur légale. De là des discussions sans fin. En réalité, la baisse des blés a été telle, par suite de l'immense production, que les bénéfices ont disparu et qu'elle n'a pu être compensée par les agios sur l'or ou sur l'argent.

Enfin, comparant le prix moyen du blé en Angleterre au prix moyen du blé dans l'Inde de 1870 à 1884, il trouve les résultats suivants :

	ANGLETERRE par quarter.			INDE par cwts.	
	shel.	den.		roup.	
Année 1870 . . .	46	11		4	
— 1884 . . .	36	8		3	
Baisse. . . .	10	3	22 p. 100	1	25 p. 100

La baisse du prix du blé aurait donc été plus forte dans l'Inde qu'en Angleterre. C'est assez naturel, car la baisse des produits de grande consommation a toujours lieu d'abord sur les lieux de production. C'est même cette baisse du prix du blé dans l'Inde qui exerce son contre-coup sur le marché américain.

La baisse du prix du blé dans l'Inde et la hausse des salaires prouvent que, dans l'Inde comme en Europe, les influences économiques directrices ne proviennent pas des faits monétaires, puisque cette baisse et cette hausse sont contradictoires. La hausse des salaires a pour cause les travaux qui s'exécutent dans l'Inde et les progrès généraux du pays, malgré sa grande pauvreté. La baisse du prix des blés provient de la diminution des demandes ou des prix en Europe. Cette baisse de prix ne saurait concorder avec l'affirmation du développement de la culture du blé dans l'Inde et des exportations. Elle ne concorde pas non plus avec l'influence que les importations d'argent devraient exercer sur les prix. Ils sont stationnaires ou en baisse lorsqu'ils devraient être en hausse.

Sur le second point, l'accroissement des importations nettes d'argent, les remarques de l'*Economist* n'ont pas été moins péremptoires. De 1865 à 1874, ces importations ont représenté 67,829,000 liv. st. ; de 1875 à 1884, elles sont tombées à 63,071,000 liv. st. Il est vrai que, pendant la même période, la frappe d'argent passait de 56,865,000 liv. st. à 63,973,000 liv. st. ; mais, dans les stocks métalliques, l'argent monnayé n'est pas seul à faire sentir son influence, en Orient surtout. De sorte que le second fait, cette accumulation, cette absorption illimitée d'argent dans l'Inde, dont on a exagéré et altéré le caractère, n'a pas la portée qu'on lui a attribuée.

Quant à la situation générale de l'Inde, non seulement elle est loin d'être prospère, malgré des progrès auxquels la question monétaire est étrangère, mais elle est péniblement aggravée par les effets de la baisse de l'argent sur les relations internationales de l'Inde.

Toutes les questions relatives à la situation économique de l'Inde, notamment à sa dette envers l'Angleterre, aux finances de l'Inde, à la culture des céréales dans l'Inde, et à la concurrence sur les marchés du globe des produits agricoles de l'Inde et des États-Unis ont été l'objet d'un mémoire de M. Arthur Knatchbull Connell, lu et discuté devant la Société de statistique de Londres. Ce mémoire, accompagné de nombreux documents, constitue le travail le plus complet et le plus spécial qui ait été publié sur la situation économique de l'Inde. M. Knatchbull Connell confirme entièrement les trois faits qui dominent la situation de l'Inde sous la domination anglaise. Le développement énorme de la population grâce à la paix anglaise, l'exploitation sans merci des labeurs de cette population par l'aristocratie anglaise, la pauvreté réelle de l'Inde, malgré des progrès plus apparents que réels. Ainsi, pour la construction des chemins de fer dans l'Inde, sur une dépense totale de 3,875 millions de francs, 1,875 millions ont été soldés en Angleterre ; mais c'est l'Inde qui

doit la somme totale. Mêmes procédés pour tous les autres travaux. Le gouvernement anglais a pris toutes les mesures nécessaires pour substituer partout les produits de l'industrie anglaise à ceux des industries particulières de l'Inde. L'immense population de l'Inde est systématiquement réduite à la culture de la terre. De là un morcellement inoui. La moyenne des fermes varie de 5 à 6 acres ; jamais elles n'excèdent 25 acres. Sur ces fermes vit de privations une population extrêmement dense, accablée d'impôts généraux et locaux, sans prévoyance, sans avances, exploitée par une couche d'usuriers atroces (1). Une pareille agriculture est impuissante à lutter contre aucune agriculture. Par suite, la culture du blé n'a fait et ne peut faire, dans les contrées centrales de l'Inde, qui seules y conviennent, aucun progrès comparable à ceux accomplis dans l'Australie, aux États-Unis et surtout en Europe.

Les peuples qui perdent leur indépendance ne peuvent jamais échapper à la misère. Il en est de l'Inde comme de l'Irlande. Le propre de la conquête, c'est d'exploiter le vaincu.

L'Angleterre a procédé dans l'Inde comme Rome pour tous les peuples vaincus. Elle s'est réservé l'or ; elle a imposé l'argent à ses sujets. Rome tirait de grands profits de cette situation. L'Angleterre fait de même.

V.

De l'influence internationale de la révolution monétaire sur les relations économiques des États.

C'est, en effet, au point de vue beaucoup plus général des relations internationales des États que se manifeste particulièrement l'influence de la révolution monétaire. Elle prend, à ce titre, un caractère réellement universel, réellement international, soit que l'on considère les rapports réciproques des États compris dans chacun des deux groupes principaux, soit les rapports des deux groupes entre eux.

Jusqu'à présent, il ne s'est produit, sous l'influence nettement accusée de la révolution monétaire, aucun fait décisif qui ait modifié les relations respectives des États du groupe oriental.

Il n'en est pas de même en ce qui est du groupe occidental ; la constitution de l'Union latine, la fabrication obligatoire du dollar d'argent par le Trésor des États-Unis sont des faits considérables, dus à l'influence évidente de la révolution monétaire.

D'autres faits, provenant de la même influence, ont un caractère plus général encore, tels que : le coût extraordinaire des remises de l'Inde à l'Angleterre, l'accroissement des impôts, la diminution des importations de produits fabriqués anglais, le développement des manufactures dans l'Inde, la concurrence que les blés et les cotons de l'Inde soutiennent contre les blés de Russie, les blés et les cotons améri-

(1) *Journal of the Statistical Society*, juin 1885. J'en extrais la note ci-après :

« D'après les renseignements que j'ai relevés sur les rapports de plusieurs employés, une famille de 6 personnes a besoin de 1 livre $\frac{1}{2}$ de grain par tête et par jour, soit 550 livres par an. Les vêtements et le sel coûtent par tête 150 livres de grain. L'impôt, la taxe des canaux, la rente et les semences représentent 600 livres par acre. L'acre produit en moyenne 22 bushels qui représentent 4,000 kilogr. pour une ferme de 5 acres, sur laquelle vit une famille de 6 personnes. En calculant la dépense ci-dessus à 3,500 kilogr., il reste à la famille net 6 hectolitres et les pailles. »

cains, concurrence qui tend à investir l'Inde de la maîtrise des prix du blé et du coton, la suprématie monétaire de la France et l'extension de l'Union latine dont elle est le centre et la force ; enfin la tendance à l'union et à l'égalisation des intérêts monétaires de tous les peuples. Tous ces faits concernent les deux groupes directement ou indirectement et montrent les liens, de plus en plus étroits, de leurs intérêts. L'agriculture russe peut être plus éprouvée par la concurrence des blés de l'Inde que par celle des blés américains ; la suprématie monétaire de la France, manifestée par un stock d'or sans parallèle, peut accroître la sphère de son action politique. Les effets de la révolution monétaire sont donc multiples, différents, complexes, quand on les envisage au point de vue international. D'où la nécessité de les dégager clairement pour chaque État et de procéder à une répartition des États d'après leur situation monétaire.

(La suite prochainement.)
